

Après la censure, amplifions la mobilisation sociale pour un changement de politique !

Le gouvernement de Michel Barnier vient d'être censuré.

C'est la conséquence logique du choix irresponsable du Président de la République et du Premier ministre de porter un budget contre le monde du travail et les catégories populaires, budget qui poursuit une politique massivement rejetée par le pays pour continuer à servir les hauts revenus et les revenus du capital.

Les forces du Nouveau Front Populaire et l'ensemble des forces de gauche ont la responsabilité de contribuer à une alternative politique qui s'appuie sur les exigences qui grandissent dans le pays en travaillant à la construction des convergences nécessaires avec les salariés et leurs organisations syndicales, le monde associatif et l'ensemble des forces vives du pays.

Le PCF appelle les travailleurs et travailleuses, les étudiants, la jeunesse, les retraités, les élus locaux engagés pour le service public, à agir ensemble, à refuser la dictature des marchés

RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.



S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 25€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523– N° 2488 – Jeudi 12 décembre 2024

financiers et à construire des rassemblements populaires et majoritaires pour gagner un changement de politique. Il appelle à participer massivement aux prochaines journées d'action syndicales : dès aujourd'hui le 5 décembre aux côtés des agents publics, les 9 et 10 décembre avec les dockers, le 11 décembre avec les cheminots, le 12 décembre avec les salariés mobilisés pour l'emploi.

Ensemble, mobilisons-nous pour battre la politique mise en œuvre au sommet de l'État par les forces de droite et d'extrême-droite et gagner la mise en place d'un gouvernement capable de construire des majorités sur la base des propositions que le Nouveau Front Populaire a défendu pendant les élections et capables de conjurer la crise économique, de répondre aux exigences populaires et de relever les défis sociaux, écologiques, économiques, politiques et internationaux qui sont devant nous.

Dès maintenant, le PCF appelle à la prise de mesures d'urgence, fortes et indispensables, répondant aux attentes de nos concitoyens et concitoyennes :

1. **Abroger la réforme des retraites**
2. **Augmenter les salaires et les pensions, garantir l'égalité professionnelle femmes-hommes**
3. **Un plan de pré-recrutement dans les services publics (santé, éducation, transports, sécurité, justice...)**
4. **Un plan d'urgence pour l'emploi et le développement de l'industrie française et de l'agriculture**
5. **Baisser de 30% le coût de l'énergie, geler les loyers et relancer les politiques climatiques**
6. **Renouer avec une action diplomatique de la France pour la paix.**

Face aux dégâts des politiques capitalistes, une seule issue s'impose : émanciper nos économies de leur dépendance envers les marchés financiers en imposant une autre utilisation de l'argent des banques et des banques centrales, au service du développement des capacités de tous les êtres humains, et non plus de la rentabilité du capital.

C'est le chemin que propose le Parti Communiste Français pour faire refluer la résignation et la division du monde du travail, combattre l'escroquerie de la politique du Rassemblement National, aboutir à la reconquête d'une majorité politique de transformation sociale et écologique. ■

Tribune

Après la censure du gouvernement Barnier : « Ne laissons pas la France sans un gouvernement qui réponde aux attentes exprimées dans les urnes »

Par André Chassaigne, président du groupe GDR à l'Assemblée nationale,
Cécile Cukierman, présidente du groupe CRCE-Kanaky au Sénat,
et Fabien Roussel, secrétaire national du PCF.

La crise politique est profonde. L'emploi de l'article 49.3 par le premier ministre Michel Barnier pour faire adopter son budget a déclenché une motion de censure et entraîné la chute de son gouvernement. Une première depuis 1962. Depuis lors, jamais un gouvernement issu du camp battu aux législatives n'avait été nommé. La chute du gouvernement était écrite d'avance.

Pendant des mois, nous pourrions discuter des responsabilités de chacun, sans pour autant trouver une issue à cette crise. Cette situation inédite sous la V^e République est le choix d'un seul homme, celui du président de la République, de dissoudre l'Assemblée nationale à l'issue du scrutin des européennes, puis de nommer cinquante jours plus tard un premier ministre issu des rangs de LR pour maintenir son cap politique, au mépris du message des urnes.

Nous désirons, avec d'autres, sortir de l'impasse et répondre aux préoccupations de nos concitoyens, de nos entreprises, de nos collectivités, ainsi que des acteurs de la vie associative.

Nous sommes parfaitement conscients qu'aucune coalition ne détient la majorité absolue à l'Assemblée nationale, ce qui contraint chaque groupe et chaque force politique à travailler ensemble sur des compromis pour avancer. La seule question posée aujourd'hui est le sens dans lequel nous devons avancer.

Ce gouvernement, sans légitimité authentique, a choisi de se tourner vers l'extrême droite. Pourtant, plusieurs de ses ministres ont été élus au second tour des dernières élections grâce au front républicain et au désistement de la gauche.

C'est une des raisons de notre censure, mais c'est aussi et surtout à cause des mauvais choix inscrits dans ses budgets.

Perte de revenus pour les retraités, les citoyens, les communes, les départements, les régions, perte de subventions pour les associations, perte de fonds pour nos hôpitaux, l'éducation, manque de moyens pour la justice, la sécurité, la transition écologique...

Comment laisser passer un tel budget qui provoquera de la colère chez tous ceux qui voient leur pouvoir d'achat une fois de plus affecté ? Comment accepter un

budget qui conduira notre pays à une récession dramatique alors que des deux côtés de l'Europe, aux États-Unis comme en Chine, l'heure est à des investissements massifs des États pour protéger et doper l'économie, la consommation, la croissance ? Personne ne parle de la dette aux États-Unis, alors qu'elle est bien plus importante qu'en France.

C'est pourquoi le Parti communiste français, ses parlementaires, appellent à sortir de ces logiques et à construire rapidement un pacte républicain, social, respectant les choix exprimés par les citoyens et apportant des réponses immédiates à leurs demandes.

Lors des élections législatives, de nombreux députés ont été élus grâce à l'appui du front républicain. Les députés issus de la coalition du NFP sont arrivés en tête. Dans leur diversité, nos concitoyens ont exprimé des exigences élevées pour protéger

leur pouvoir d'achat, garantir le service public, et surtout pour un changement de politique !

Travaillons à ce changement et ne laissons pas la France sans un gouvernement qui réponde aux attentes exprimées dans les urnes.

Nous ne demandons pas la mise en œuvre de tout notre programme. Nous appelons à la construction d'un pacte social et formulons 6 propositions qui nous paraissent essentielles : abrogation de la réforme des retraites, indexation des salaires et des pensions sur l'inflation, baisse du coût de l'énergie, soutien aux services publics, aux collectivités, à l'industrie et une diplomatie active en faveur de la paix. Créons les conditions d'un gouvernement capable de construire des majorités autour de la justice sociale et des valeurs républicaines.

Il est temps que le président de la République regarde à gauche de l'Hémicycle et respecte le Parlement, les Français.

Nous serons toujours là pour engager ces discussions et trouver un chemin pour répondre aux urgences de notre pays, en mettant d'abord l'accent sur la défense des intérêts du peuple. ■

« Le PCF, ses parlementaires, appellent à construire rapidement un pacte républicain, social qui apporte des réponses immédiates aux demandes des citoyens ».



André Chassaigne
président du groupe
GDR à l'Assemblée
nationale



Cécile Cukierman
Présidente du groupe
CRCE-Kanaky au Sénat



Fabien Roussel
Secrétaire national
du PCF

Rencontre avec le Président de la République : réaction du PCF et des groupes CRCE-K et GDR

Communiqué de presse d'André Chassaigne, président du groupe GDR à l'Assemblée nationale, Emeline K/Bidi, députée de la Réunion et vice-présidente du groupe GDR, Cécile Cukierman, présidente du groupe CRCE-K au Sénat et Fabien Roussel, secrétaire national du Parti communiste français

Ce lundi, André Chassaigne, président du groupe GDR à l'Assemblée nationale, Emeline K/Bidi, députée de la Réunion et vice-présidente du groupe, Cécile Cukierman, présidente du groupe CRCE-K au Sénat et Fabien Roussel, secrétaire national du Parti communiste français ont participé à la rencontre organisée par le président de la République entre les différentes forces politiques ayant accepté le principe du dialogue pour trouver une issue à la crise politique dans laquelle, le président lui-même a plongé le pays.

Cette nouvelle réunion a été l'occasion pour la délégation de rappeler, une fois de plus, l'exigence d'un changement profond de cap politique, en conformité avec la volonté très claire, exprimée par les Françaises et les Français à l'occasion des dernières élections législatives.

Bien que les échanges aient en grande partie porté sur des questions de méthode, nous avons rappelé les mesures urgentes que nous jugions indispensables pour répondre aux attentes de nos concitoyens (indexation des salaires et des pensions sur l'inflation, abrogation de la réforme des retraites, interdiction des licenciements boursiers, défense des services publics, plan pour une nouvelle industrialisation, baisse du coût de l'électricité, diplomatie active en faveur de la paix...) et mettre un coup d'arrêt à la crise sociale qui, dans l'hexagone et plus encore dans les Outre-mer, est en train d'exploser, plongeant des dizaines de milliers de familles dans la précarité.

Ensemble, les représentants des forces de gauche et écologistes présentes ont porté l'exigence commune que soit nommé par le président de la République, un Premier ministre issu du NFP, dans le respect du choix démocratique exprimé par nos concitoyens en juillet dernier.

Dans ce cadre et dans un esprit de responsabilité, si un gouvernement de gauche s'engageait à ne pas faire usage de l'article 49-3, l'opposition pourrait s'engager à ne pas voter de motion de censure.

C'est là, dans l'obligation faite au futur gouvernement de trouver, pour chaque texte de loi, une majorité, une garantie possible permettant de redonner au travail parlementaire toute sa place.

A cette heure, face à l'absence de toute réponse et d'engagement de la part du camp présidentiel, nous appelons solennellement le président de la République à ne pas prolonger davantage cette

crise démocratique qui n'a que trop duré, en nommant, un Premier ministre issu de l'alliance électorale qui a recueilli le plus grand nombre de sièges à l'Assemblée et, aujourd'hui, prête à gouverner le pays.

C'est là, la seule voie pour répondre aux attentes et aux besoins de nos compatriotes et endiguer la montée de l'extrême-droite.

Si le président de la République, s'entêtait à ne pas tenir compte du résultat des urnes et du souhait des Français en nommant un Gouvernement dans la continuité des précédents, il porterait seul la responsabilité du chaos politique et social qui ne manquera pas d'advenir. ■

Dax

Situation inquiétante au quartier Cuyès

Depuis plusieurs semaines, des événements graves se sont déroulés dans le quartier de Cuyès à Dax (un des 3 quartiers «prioritaires politique de la ville») orchestrés par des dealers et autres personnes malfaisantes quelquefois extérieures qui se chargent de terroriser les habitants.

Des plaintes ont été déposées, des vitres cassées, boîtes aux lettres dégradées, portes de locaux des gardiens dégradées, portes de la chaufferie et des installations Engie endommagées, gardiens menacés, habitants de la tour Gascogne et du bâtiment Auribat intimidés et menacés, entrées squattées, diverses installations détruites, poubelles incendiées...

Les Policiers Nationaux et Municipaux ont fait plusieurs interventions. Mais devant l'insécurité des gardiens, des facteurs, les arrêts de travail et autres droits de retrait, la réponse des services et de La Poste a été de suspendre la distribution de courrier durant plus d'une semaine.

Nous devons aller à Narrosse au centre de tri chercher notre courrier. Imaginez les nombreux handicapés et personnes âgées aller en déambulateur à Narrosse...

Non au dictat des malfrats, sécurité pour tous, courrier pour tous

Un service public de sécurité au service des populations et éventuellement un Commissariat permanent de proximité à Cuyès. C'est ainsi que j'ai saisi du problème des élus d'opposition, notre camarade Sylvie Péducasse, maire-adjointe Communiste de Saint-Paul-Lès-Dax, conseillère communautaire à la communauté d'agglomération du Grand Dax et conseillère Départementale, ainsi que Gabriel Bellocq, ancien maire et ancien conseiller départemental.

Ils ont contacté le président du département, la directrice d'XL Habitat, la direction de la Poste et depuis maintenant une semaine, la factrice a retrouvé le chemin de nos habitations.

Merci à eux. ■

Jean-Paul BEAUGILLET
Section de Dax-Sud

ABONNEMENT 2025 AU JOURNAL « LES LANDES REPUBLICAINES »

Lecteurs de toujours, lecteurs plus récents, vous recevez chaque fin de semaine le journal Les Landes Républicaines.

Ce journal est le lien landais de l'actualité politique, sociale, nationale et locale.

Chaque semaine, la rédaction s'efforce de vous informer pour vous aider à décrypter l'actualité politique et nous vous remercions de votre fidélité.

Nous considérons que notre hebdomadaire **Les Landes Républicaines** est nécessaire et utile au décryptage politique dans le débat politique et social qui existe aujourd'hui.

Comme depuis quelques années maintenant, nous souhaitons amplifier la version numérique de notre hebdomadaire.

Nous souhaitons également gagner de nouveaux lecteurs, alors n'hésitez pas à faire connaître notre hebdomadaire autour de vous, dans vos familles, vos collègues, vos amis.

Pour les lectrices et les lecteurs qui n'auraient pas de mails, nous continuerons à envoyer le journal en version papier, ainsi que pour celles et ceux qui souhaiteraient poursuivre leur abonnement par envoi postal.

Le journal *Les Landes Républicaines* accompagne les luttes, porte les colères contre les inégalités croissantes, répond au matraquage idéologique des dominants, affirme les solidarités et la fraternité.

Pour toutes ces raisons, Les Landes Républicaines doivent vivre !

Réabonnez-vous !

Et nouveaux lecteurs, abonnez-vous ! ■

BULLETIN D'ABONNEMENT 2025 Les Landes Républicaines

Nom.....Prénom.....

Adresse.....

Code Postal..... Localité.....

☐ Je souhaite recevoir le journal
EN VERSION PAPIER

☐ Je souhaite recevoir le journal
EN VERSION NUMERIQUE

Mon mail.....@.....

☐ Abonnement normal 25 €

☐ Abonnement de soutien 30 € ; 40 € ;
..... €

Landes Républicaines - BP 34
40001 MONT-DE-MARSAN Cedex.
Chèque libellé à l'ordre de
« SARL Les Landes Républicaines ».

Abonnement jusqu'au 30 Janvier 2025
A compter de cette date et sans retour de
votre part, l'abonnement aux Landes
Républicaines

Gnacs et Chacailles

GERMINAL 2024

«Cette fois encore, c'était un coup d'épaule donné à la société en ruine, et ils en avaient entendu le craquement sous leurs pas, et ils sentaient monter d'autres secousses, toujours d'autres, jusqu'à ce que le vieil édifice, s'effondrât, s'engloutît comme le Voreux, coulant à l'abîme», extrait de «Germinal» d'Émile Zola (1840-1902, écrivain, auteur de «J'accuse», lettre ouverte du 13/01/1898 pour le capitaine Dreyfus accusé a tort de trahison). Toutes les luttes en cours et celles qui sont en germination portent sur le droit de vivre, le sens et l'utilité du travail, la vie de la diversité des territoires, la défense du climat et la biodiversité. Cultiver l'unité populaire pour résister, conquérir des droits nouveaux, faire progresser l'égalité et l'humanité, jour après jour, c'est se donner les moyens de faire refluer les extrêmes droites. C'est, avec le Nouveau Front Populaire donner de la force aux exigences populaires. De la multitude d'ouvriers, d'employés, d'agents publics, d'agriculteurs, d'enseignants, de chercheurs, d'élus d'opinions diverses, de retraités, germe la contestation globale de l'austérité quand les milliardaires et le capital jubilent. L'idée que ce n'est pas en réduisant des crédits publics qu'on améliore la situation, fait son chemin. Avec l'avalanche de suppression d'emplois et de fermeture d'usines, les mensonges présidentiels, de Barnier et des forces de droite, sautent aux yeux. Michelin, Auchan, Valeo, Watts, l'usine chimique Vencorex, Team Tex, General Electric, Sanofi, la société MA France, Rougié et tant d'autres, sont les symboles des décapitations en cours de nos atouts industriels, alors que l'État par le «CICE» ou «crédit d'impôt recherche», déverse de gros chèques d'argent public là où c'est déjà bien irrigué. Les mandataires des puissances industrielles, agro-industrielles et financières épuisent les corps et la nature. Cela fait mûrir l'exigence d'une unité populaire combative mettant à nu les vrais responsables des souffrances sociales qui s'amplifient en élaborant des solutions de transformations sociales. La décision de vendre le Doliprane à un fonds nord-américain, les licenciements à Auchan ou à Michelin, la privatisation du Fret Sncf, le traité de libre-échange avec le Mercosur, la folle stratégie de «l'économie de guerre», ne sont pas dus à l'immigration, mais bien à une volonté du capital d'accroître ses profits. Partout des comités du Nouveau Front populaire peuvent donner des informations, développer des solidarités concrètes avec les travailleurs en lutte, organiser des discussions avec toutes celles et ceux qui souffrent, élaborer des projets communs et des alternatives progressistes. Il devient impératif de sortir des huis clos parlementaires ou mêmes des huis clos entre partis de gauche. Ce sont les travailleurs, les citoyens dans leur diversité, qui doivent se donner les moyens de prendre leur destin en main avec l'aide des forces du NFP, c'est-à-dire au-delà des forces politiques en associant en permanence forces syndicales, associatives, organisations non gouvernementales, collectifs militants de l'environnement, de la culture ou de la science, en osant avec les travailleurs et les citoyens, de l'échelon local à celui du pays, selon les enjeux posés par les luttes. Unir les dominés et les exploités, valoriser une unité populaire qui fait prendre conscience de la force collective, cultiver à chaque instant la démocratie réelle est le processus par lequel la résistance face au capital permet les conquêtes démocratiques, environnementales, sociales. Tout est ouvert avec la censure du gouvernement. Atau lo frônt que s'es bastit déver vâder vertadèrament popular (Ainsi, le Front qui s'est construit doit devenir vraiment populaire) ■

Roger La Mougne